

À propos de ENSEMBLE! et de Gauche écosocialiste

Par Francis Sitel

Des coordonnées nouvelles de la situation, en particulier les conséquences de la rupture au sein de la LFI et la création de L'Après, modifient les relations entre ENSEMBLE ! et la Gauche écosocialiste. Lors de la séparation d'Ensemble insoumise d'avec ENSEMBLE !, nous avons veillé, de part et d'autre, à éviter les polémiques susceptibles de créer des contentieux insurmontables. Aujourd'hui, existent des relations sur des bases nouvelles favorisant des rapprochements souhaitables. Elles appellent des échanges de fond sur les positions présentes des uns et des autres.

Peut-être convient-il d'abord de revenir de manière apaisée sur les conditions de la séparation d'avec ENSEMBLE ! d'Ensemble insoumise. On voit en effet s'exprimer des interrogations sur la question de savoir si celle-ci était nécessaire ou pas. Sans prétendre surmonter les désaccords quant à la réponse à apporter (transversaux aux deux organisations), ce qui n'est ni possible ni sans doute nécessaire, il peut être utile d'en préciser les termes pour ne pas laisser s'installer insidieusement des réécritures erronées (1). Et aussi pour discuter des approches éventuellement différentes des problèmes politiques actuels.

Retour sur la séparation

Une certaine mémoire est entretenue que la rupture aurait résulté d'un refus ou d'une incapacité d'ENSEMBLE ! à se prononcer en faveur du vote Mélenchon, cela à un moment politique décisif, où se jouait la possibilité que Mélenchon arrive en deuxième position, donc écarte Le Pen du 2ème tour, voire gagne la présidentielle face à Macron. L'affaire s'étant jouée à 400 000 voix près, on mesure la gravité de l'accusation portée et les blessures qu'elle laisse ouvertes.

Mais cette mémoire est fautive. Certes, comme le défendaient certains camarades, un désaccord de tactique électorale ne devrait pas conduire à une rupture politique. Si, malgré tout, il en fut ainsi c'est que d'autres facteurs en ont déterminé le cours et qu'on ne saurait occulter la complexité des positions débattues alors au sein du mouvement.

° En fonction des responsabilités de J.-L. Mélenchon dans la disparition du Front de gauche, une position était de refuser de privilégier le vote pour lui aux dépens des autres candidatures de gauche.

° Une position était d'appeler à voter Mélenchon, sans mener une campagne qui vaudrait soutien à sa politique. Une variante de cette position étant d'appuyer l'appel au vote par une campagne indépendante. En fin de campagne les sondages montrant la montée en puissance du vote Mélenchon ont renforcé fortement cette position.

° Une autre position était de s'engager pleinement dans la campagne de Mélenchon, défendue par le courant Ensemble insoumis, en conformité avec l'appartenance à LFI, et d'autres membres d'ENSEMBLE !.

Le problème auquel le mouvement était confronté ne se limitait donc pas à la seule question purement électorale du vote jugé le plus « utile » dans ces circonstances. En effet se mêlaient des appréciations diverses et divergentes sur les différentes portées dont ce vote se trouvait investi, en fonction du rôle politique joué par J.-L. Mélenchon, les rapports de force au sein de la gauche et les développements de ceux-ci.

Selon les statuts, pour qu'une position soit adoptée par le mouvement et fasse loi pour son intervention, une majorité qualifiée des deux tiers des membres est nécessaire. Non seulement une

telle majorité n'a pu être rassemblée, mais aucune des positions en présence n'a atteint les 50 % des votes. Il a donc fallu chercher une position de consensus. Celle-ci fut de déclarer qu'une majorité du mouvement se prononçait en faveur du vote Mélenchon, en indiquant qu'une minorité maintenait un appel au vote à gauche.

Compromis qui n'empêchait ni les collectifs et les militants qui le voulaient de mener une campagne indépendante d'appel au vote Mélenchon, ni à Ensemble insoumise de s'investir dans la campagne de la LFI. Situation certes insatisfaisante pour nombre de militants, mais correspondant à la situation au sein du mouvement et répondant aux règles du consensus. Il serait pour le moins tendancieux de répéter que pour l'élection présidentielle le mouvement serait resté sans voix...

Pour ce qui est de la suite on pourra discuter à l'infini du caractère principiel ou non de la rupture, du fait qu'elle était évitable ou nécessaire. En revanche on peut considérer qu'elle résulta d'une torsion entre la dramatisation croissante de l'enjeu d'un éventuel succès de Mélenchon et le respect d'un fonctionnement au consensus.

Ainsi se sont noués des désaccords importants, renvoyant à des jugements opposés quant au rôle de J.-L. Mélenchon et de la LFI, ainsi qu'à des appréciations sur la période et les rapports de forces politiques et sociaux, qui vont bien au-delà d'un choix simple et conjoncturel d'option électorale. En effet il ne faut ni oublier ni relativiser qu'au long des années s'était installée au sein du mouvement une divergence majeure au sujet de J.-L. Mélenchon et de LFI. Le choix d'Ensemble insoumise a été de considérer qu'un avenir positif pour la gauche était possible avec LFI, ce qui invitait à s'inscrire dans la dynamique de ce mouvement. Ce qui s'opposait frontalement à une autre vision, pour laquelle des positions fondamentales de LFI, sur la démocratie et l'international, relevaient de désaccords rédhitoires, et indiquaient des effets destructeurs pour la gauche de la politique mise en œuvre par J.-L. Mélenchon.

Les options électorales sont certes de grande portée, mais pour mesurer celles-ci et en maîtriser les conséquences, il est indispensable de les relier aux analyses des données politiques structurantes de la période.

Questions d'actualité

Le problème politique décisif reste celui de l'analyse du projet politique incarné par J.-L. Mélenchon, dont LFI est l'instrument, et de ses effets sur le champ politique en général et la gauche en particulier.

Ce n'est pas, contrairement à ce dont certains sont convaincus, un projet réformiste radical offrant à la gauche une alternative au social-libéralisme porté par le Parti socialiste. C'est fondamentalement un projet politique au service d'une ambition personnelle, présidentialiste, comme en génère systématiquement (et comme « naturellement ») la V^{ème} République. Toute l'histoire de cette dernière témoigne que sa dimension bonapartiste permet, et en quelque sorte oblige, à recourir à des rhétoriques empruntant à des registres divers et variables. Mélenchon, pour une part à l'image de la trajectoire politique qui en son temps fut celle de Mitterrand, s'est imposé en affirmant une orientation très marquée à gauche (la « *révolution citoyenne* ») et se revendiquant de l'union des forces de gauche, ce fut la période du Front de gauche. J.-L. Mélenchon a gagné le leadership grâce à ses succès électoraux, et après avoir exploité le discrédit du PS il s'est attaché à affaiblir le PCF, assurant l'hégémonie de la LFI, celle-ci non formatée sur le modèle des partis de gauche, mais comme un mouvement placé sous son entière autorité et dévoué aux batailles électorales, avant tout celle de la présidentielle. Dans ces nouvelles conditions, Mélenchon et LFI conservent l'atout d'apparaître, eu égard aux autres partis de gauche, comme porteurs d'une radicalité qui est censée les placer le plus à gauche de l'échiquier, en cela aidés par la droite et le monde médiatique qui se plaisent à les taxer d'extrémisme, voire les qualifier de révolutionnaires. Mais la dynamique porteuse doit plutôt être caractérisée comme populiste de gauche (2).

Et maintenant ?

La difficulté centrale est que l'existence et le développement du NFP sont des enjeux vitaux pour la gauche et l'avenir du pays, ce qui veut dire qu'on ne peut sous-estimer l'importance de LFI en son sein, ni à fortiori penser qu'on peut se passer d'elle, et en même temps qu'il ne faut pas se bercer d'illusions quant à sa politique, ni ignorer les dangers qu'elle porte.

Des démonstrations pratiques de cette contradiction ont été apportées, ne serait-ce qu'avec l'épisode de la purge, qui indiquait qu'entre l'alignement inconditionnel et l'élimination ce mouvement ne donne droit à aucune autre possibilité.

Le problème est d'autant plus épineux que J.-L. Mélenchon est un politicien de grande expérience. Ainsi le soir même des élections législatives, brûlant la politesse à tous les partenaires du NFP, il a dans sa déclaration solennelle non seulement validé la notion de Nouveau Front populaire proposée par François Ruffin, mais proclamé la victoire de celui-ci. C'était imposer un logiciel qui allait dicter durablement les comportements politiques à gauche : le NFP ayant gagné les élections, il a la légitimité à appliquer son programme (sauf à « trahir » ses électeurs). Une grille de lecture de la situation qui a peu à voir avec la réalité, mais terriblement efficace pour entretenir des illusions et bloquer le jeu politique. En effet si le NFP a gagné, tout gouvernement autre est illégitime, Macron est coupable d'un déni de démocratie et doit être destitué, tout compromis parlementaire relèverait de la trahison... Reste une seule voie, qui est de provoquer une élection présidentielle pour confirmer que la gauche a vocation à gagner... Et J.-L. Mélenchon à devenir président de la République.

Ce au prix de l'escamotage de quelques données : la gauche toutes composantes confondues représente un tiers de l'électorat, le RN a franchi la barre des 40 %, rassemblant à soi seul 10 millions d'électeurs. Dans l'hypothèse d'une élection présidentielle anticipée résultant d'une aggravation brutale de la crise politique, le résultat probable en serait une victoire de Le Pen. Cela dans un climat de discrédit majeur des partis politiques, de désespérance sociale et de confusion des repères.

De ce fait le Nouveau Front Populaire est confronté à des défis majeurs. Les réponses à y apporter n'étant pas les mêmes pour ses diverses composantes, les analyses pour mesurer la pertinence des choix proposés sont utiles, ainsi que les débats auxquels elles invitent à mener.

Pour ce qui concerne spécifiquement la relation entre ENSEMBLE ! et GES, il s'agit de l'analyse de la France insoumise, du projet de J.-L. Mélenchon, qui ont déterminé les choix politiques et organisationnels conduisant à la rupture avec ENSEMBLE ! pour créer Gauche écosocialiste.

(1) : L'expérience du NPA montre combien une scission, même jugée souhaitable, au moins inévitable, provoque des effets durables qu'il est difficile d'enrayer. Cela renvoie à une donnée de la période : la prédominance d'une dynamique de fragmentation du champ politique, particulièrement puissante en ce qui concerne la gauche.

(2) : Point sur lequel cette fois la différence avec Mitterrand est patente. Loin de tout populisme, qui parlant au nom du « peuple souverain » et de diverses « communautés » en son sein affiche une radicalité protestataire, c'est au contraire au nom des exigences, aussi bien économiques qu'internationales, de l'exercice du pouvoir (et du maintien au pouvoir) que ce dernier a justifié la rupture avec la doxa socialiste et les engagements de la gauche unie précédemment revendiqués.